

**MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE**

## **Code de la Commande Publique**

Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du Code de la commande publique  
Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du Code de la commande publique  
Décret n° 2019-1344 du 12 décembre 2019 modifiant certaines dispositions du Code de la commande publique relatives aux seuils et aux avances

**MARCHE PUBLIC DE SERVICES**

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)**

### **OBJET DU MARCHE**

**RÉALISATION D'UNE ÉVALUATION DES RISQUES  
PSYCHOSOCIAUX À PARTIR DU DIAGNOSTIC DE 2017 ET DU PLAN  
D'ACTIONS DE PRÉVENTION DE 2019**

**MARCHÉ N° 2023M007**

## **ARTICLE 1 PERSONNES CONCERNEES**

### **1.1. Personnes concernées par le marché**

Le marché est géré par le groupement management par la sécurité.

Les contrôles quantitatifs et qualitatifs, objet de l'article 7 du présent document, seront assurés par le groupement management par la sécurité.

### **1.2. Direction et contrôle du marché**

Seules les personnes suivantes sont habilitées ès-qualité à engager la personne publique pour la mise en œuvre et le contrôle des prestations, objet du marché :

- Le directeur départemental et métropolitain,
- Le responsable du groupement management par la sécurité.

Toutes les décisions, ordres ou remarques relatifs à cette conduite et à ce contrôle se concrétisent, soit par des bons de commande délivrés dans les conditions de l'article 5.6.1 du présent document, soit par des ordres de service signés, datés et numérotés.

## **ARTICLE 2 OBJET DU MARCHE ET DISPOSITIONS GENERALES**

### **2.1. Objet du marché**

Le présent marché a pour objet la réalisation d'une évaluation des risques psychosociaux à partir du diagnostic de 2017 et du plan d'actions de prévention de 2019.

### **2.2. Modalités de conclusion du marché**

Il s'agit d'un marché passé en procédure adaptée, passée en application des articles L 2123-1 et R 2123-1 à R 2123-8 du Code de la commande publique

### **2.3. Forme et étendue du marché**

Le présent marché comprend des prestations traitées à prix forfaitaires et des prestations complémentaires susceptibles d'être prescrites par bons de commande.

Pour ces prestations complémentaires, le marché est conclu sur le fondement des articles L 2125-1, R 2162-1 et suivants et R 2162-13 du Code de la commande publique.

## **ARTICLE 3 DUREE DU MARCHE**

Le marché est conclu pour une durée ferme de deux ans, à compter de sa date de notification. Il prendra fin dès la validation définitive par le SDMS des livrables : le document unique et le « Template ».

## **ARTICLE 4 DOCUMENTS CONTRACTUELS**

### **4.1. Documents contractuels particuliers**

Par dérogation à l'article 4 du CCAG-FCS, les documents contractuels particuliers sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement,
- Les annexes à l'acte d'engagement :
  - o Annexe 1 : la répartition des prestations par nature et par paiements du groupement (le cas échéant),
  - o Annexe 2 : la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) et le bordereau de prix unitaires (BPU),
  - o Annexe 3 : le mémoire technique,
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP),
- Les bons de commande.

Toutes les notices et documents relatifs aux prestations, objet du marché, doivent impérativement être rédigés en français.

### **4.2. Documents contractuels généraux**

- Le CCAG-FCS approuvé par arrêté du 30 mars 2021.

## **ARTICLE 5 CONDITIONS FINANCIERES**

### **5.1. Prix du marché**

Les prestations, objet du présent marché, sont rémunérées en application du prix global et forfaitaire figurant dans la décomposition du prix global et forfaitaire (annexe à l'acte d'engagement).

Les prestations complémentaires sont rémunérées en application des prix unitaires aux quantités réellement consommées et dont le libellé est donné dans le bordereau des prix unitaires (annexe à l'acte d'engagement).

En cas de rabais promotionnels le titulaire s'engage à en faire bénéficier le SDMIS, sans qu'il soit nécessaire au titulaire de s'en expliquer et sans validation préalable du SDMIS.

### **5.2. Contenu du prix**

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, au stockage, à la livraison, au déplacement, à l'assurance, aux fournitures diverses et à tous les frais nécessaires à la réalisation des prestations, objet du marché.

Ils s'entendent franco de port.

### **5.3. Variation des prix**

Les prix sont fermes pendant toute la durée d'exécution du marché

### **5.4. Sûreté financière**

Aucune sûreté financière n'est prévue au marché.

### **5.5. Avance**

L'option A du CCAG- FCS est retenue.

Le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct bénéficie d'une avance calculée en application du Code de la commande publique dès lors que le marché respecte les conditions mentionnées à l'article R. 2191-3 du Code de la commande publique. Lorsque le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du Code de la commande publique, le taux de l'avance mentionné à l'article R. 2191-10 dudit code est fixé à 20 % ou à un taux supérieur fixé par les documents particuliers du marché. Lorsque le titulaire ou le sous-traitant n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du Code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé par les documents particuliers du marché et, à défaut, au taux minimal prévu à l'article R 2191-7 du Code de la commande publique.

Son remboursement s'effectue selon les dispositions des articles R 2191-11 et R 2191-12 du Code de la commande publique.

Dans tous les cas, le titulaire peut refuser le versement de l'avance (cf. article 7 de l'acte d'engagement).

### **5.6. Mode de règlement du marché - Présentation des factures**

#### **5.6.1. Mise en œuvre**

Le marché est mis en œuvre par l'émission, par le service départemental-métropolitain d'incendie et de secours, de bons de commande datés et signés par une personne ayant reçu délégation à cette fin.

Le règlement du marché est exécuté par l'émission de bons de commande transmis par mail.

Les bons de commande pourront faire l'objet de règlement partiels en fonction de l'état d'avancement des prestations, attesté par le titulaire du marché, et validé par le groupement management par la sécurité du SDMIS.

Les prestations partielles sont admises, en ce cas, le titulaire pourra remettre une demande de paiement correspondant à la partie de la prestation effectivement réalisée.

#### **5.6.2. Délais de paiement**

Les règlements de ce marché se feront par mandats administratifs dans un délai global maximum de paiement de 30 jours. Le comptable assignataire des paiements est monsieur le payeur départemental du Rhône.

### **5.6.3. Intérêts moratoires**

En cas de dépassement du délai de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le 1<sup>er</sup> jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points, auquel est ajoutée une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 euros (décret n° 2013-269 du 31 mars 2013).

### **5.6.4. Présentation des factures**

Les factures afférentes au paiement seront établies en un exemplaire qui portera, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom et adresse du créancier ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- le numéro et la date du marché, ainsi que la date et le numéro du bon de commande dont un exemplaire sera joint ;
- l'adresse de livraison ;
- les prestations ou les fournitures livrées (nombre et identification) ;
- le montant hors T.V.A. des prestations et fournitures ;
- la remise accordée par prestation ou fourniture ;
- le taux et le montant de la T.V.A.

### **5.6.5. Facturation**

Dans le cadre des marchés publics, l'usage de la facturation dématérialisée est obligatoire pour toutes les entreprises.

Solution informatique mutualisée et gratuite, Chorus Pro permet à tous les émetteurs de factures destinés au secteur public de répondre à cette obligation. L'inscription à cette plateforme ne nécessite que la création d'un compte utilisateur et d'une fiche structure (permettant le lien avec l'organisme public auquel la facturation doit être adressée).

Lors du dépôt de vos factures sur Chorus Pro, le titulaire doit obligatoirement renseigner les informations suivantes :

- SIRET du SDMIS : 28691200100042
- Code d'identification : GFIN
- N° d'engagement tel que mentionné sur le bon de commande du SDMIS

En cas de besoin pour l'utilisation de la plateforme CHORUS, le groupement finances du SDMIS est joignable à cette adresse : [gfin@sdmis.fr](mailto:gfin@sdmis.fr).

## **ARTICLE 6 CONDITIONS ET DELAIS D'EXECUTION**

Les conditions et délais d'exécution des prestations, objet du marché, sont précisés dans le cahier des clauses techniques particulières et dans l'offre du titulaire.

## **ARTICLE 7 CONTROLE QUANTITATIFS, QUALITATIFS ET ADMISSION**

Chaque livrable donnera lieu à des opérations de vérification et d'admission qui s'effectueront conformément aux articles 27 et suivants du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 28 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai d'un mois pour procéder aux vérifications et notifier sa décision.

À l'issue des opérations de vérification et de contrôles qualitatifs, le représentant du service départemental-métropolitain d'incendie et de secours prend une décision écrite :

- soit d'admission sans réserves,
- soit d'admission avec refaction,
- soit d'ajournement,
- soit de rejet.

Passé ce délai, le silence de l'acheteur vaut décision de réception.

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur n'aviser pas le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications et ne lui permettra pas d'y assister ou de se faire représenter.

## **ARTICLE 8 PENALITES**

Cet article déroge à l'article 14 du CCAG-FCS.

Il sera appliqué les pénalités suivantes :

- En cas de non participation à des réunions du groupe de prévention des RPS ou du FSSSCT : application d'un montant forfaitaire de 150 €HT par absence ;
- En cas de non remise d'un livrable attendu conformément à la méthodologie décrite et dans le délai fixé, application d'un montant forfaitaire de 150 €HT par jour ouvré de retard ;
- En cas de non respect des délais fixés dans le calendrier, application d'un montant forfaitaire de 150 €HT par jour ouvré de retard.

Le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes du bon de commande.

Le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € pour l'ensemble du marché.

Lorsque le SDMIS envisage d'appliquer des pénalités de retard, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

## **ARTICLE 9 DROITS ATTACHES A LA PROPRIETE INTELLECTUELLE**

Les dispositions des articles 34 à 36 du CCAG-FCS s'appliquent.

Il est rappelé que le titulaire s'engage à respecter et faire respecter une totale confidentialité vis-à-vis de toutes les informations concernant le SDMIS et ses agents, de quelque nature que ce soit, dont il aurait pu avoir connaissance dans le cadre de l'exécution de la mission.

Toute diffusion d'information ou de documents découlant de cette mission, notamment à des fins de retours d'expériences ou de publicité, devra recueillir préalablement et impérativement l'accord écrit du SDMIS.

Le SDMIS a tout droit d'adaptation, de représentation et de diffusion de ces produits et procédures, et peut librement utiliser les résultats, même partiels, des prestations et communiquer à des tiers des résultats de prestations provenant de l'exécution du marché.

## **ARTICLE 10 GARANTIE**

Sans objet.

## **ARTICLE 11 SOUS-TRAITANCE**

Le titulaire du marché ne pourra sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché que dans les conditions d'agrément et d'acceptation du pouvoir adjudicateur conformément aux dispositions des articles L 2193-1 et s. et R 2193-1 et suivants du Code de la commande publique.

## **ARTICLE 12 LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE - PENALITES APPLICABLES EN CAS DE MANQUEMENT A LA REGLEMENTATION**

En application de l'article L 8222-1 du Code du travail, le titulaire du marché doit impérativement transmettre au SDMIS tous les 6 mois, après notification du marché, les documents prévus aux articles D 8222-5 du Code du travail pour le cocontractant établi en France, et D 8222-7 du Code du travail pour celui établi à l'étranger.

Ces documents sont mentionnés dans le formulaire « NOTI1 - information au candidat retenu » qui est disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-notification>.

À défaut de transmission des documents dans les délais demandés par le SDMIS, des pénalités seront applicables au titulaire du marché.

Ces pénalités pourront atteindre au maximum 10 % du montant du marché, sans toutefois excéder le montant des amendes encourues en application des articles L 8224-1, L 8224-2 et L 8224-5 du Code du travail.

Par ailleurs, en cas de signalement d'un agent de contrôle dans le cadre d'un dispositif d'alerte, informant qu'une société ne respecte pas ses obligations au regard de la réglementation sur le travail dissimulé, le SDMIS enjoindra le titulaire du marché de régulariser la situation.

Si ce dernier ne donne pas suite à cette injonction dans le délai imparti, le SDMIS pourra, soit appliquer les pénalités contractuelles, soit résilier le marché sans indemnités, aux frais et risques de l'entrepreneur.

## **ARTICLE 13 CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES**

### **13.1. Obligation de confidentialité**

Le titulaire qui à l'occasion de l'exécution du marché, a reçu du SDMIS la communication de renseignements, données, documents ou objets quelconques, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution est tenu de prendre toutes mesures nécessaires afin de maintenir ceux-ci confidentiels.

Ces renseignements, données, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation expresse préalable du SDMIS être communiqués à des tiers ou utilisés à d'autres fins que celles prévues au titre du présent marché.

Le titulaire s'engage à prendre toutes mesures utiles pour protéger et conserver dans de bonnes conditions de sécurité les renseignements, données, documents ou objets quelconques qui lui seront confiés par le SDMIS pour l'accomplissement de sa mission, quelle qu'en soit la forme ou le support. Il s'oblige également à en préserver la confidentialité.

En cas de violation par le titulaire des obligations mentionnées aux alinéas précédents, le SDMIS se réserve le droit de résilier le marché aux torts du titulaire sans que celui-ci ne puisse prétendre à indemnité.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché.

### **13.2. Protection des données personnelles**

Le titulaire s'engage à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (dénommé règlement européen sur la protection des données – RGPD).

### **13.3. Description du traitement**

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte du SDMIS, les données à caractère personnel nécessaires dans le cadre du présent marché.

La nature des opérations réalisées sur les données, la finalité du traitement, les catégories de personnes et les données personnelles traitées sont définies et présentées dans le présent CCAP.

### **13.4. Obligation de l'acheteur public, responsable de traitement**

Le traitement des données à caractère personnel est effectué conformément aux dispositions du droit applicable en matière de protection des données.

Les responsables de traitement veillent au respect des mesures de sécurité sur lesquelles le titulaire s'est engagé.



### 13.5. Obligation du titulaire de service

Le titulaire s'engage à traiter les données uniquement pour la ou les finalités, objet du contrat.

Le titulaire traite les données conformément aux instructions du SDMIS, y compris en ce qui concerne les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, à moins qu'il ne soit tenu d'y procéder en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'État membre auquel le titulaire est soumis ; dans ce cas, le titulaire informe le SDMIS de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

Le titulaire traite les données à caractère personnel pour le compte exclusif du SDMIS conformément aux instructions de ces derniers et au présent contrat. S'il est dans l'incapacité de s'y conformer, le titulaire informe dans les meilleurs délais le SDMIS de son incapacité auquel cas, ce dernier a le droit de suspendre le transfert de données et/ou de résilier le contrat.

Le titulaire garantit la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat.

Le titulaire veille à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

Le titulaire prend en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Le titulaire offre toutes les garanties de sécurité de protection des données personnelles en mettant en place des mesures techniques et d'organisation adéquates (protection contre une destruction fortuite ou illicite, une perte fortuite, une altération, une divulgation, un accès non autorisé un traitement illicite ...).

Le titulaire communique sans retard aux responsables de traitement :

- toute demande contraignante de divulgation de données à caractère personnel émanant d'une autorité de maintien de l'ordre, sauf disposition contraire (ex. secret d'une enquête policière),
- tout accès fortuit ou non autorisé, toute violation de données à caractère personnel.

Le titulaire traite rapidement et conformément aux dispositions légales les demandes de renseignements émanant du SDMIS et relatives au traitement des données personnelles transférées.

Le titulaire ne sous-traite aucune de ses activités de traitement effectuées pour le compte du SDMIS sans son accord écrit préalable. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance.

Le SDMIS membres dispose d'un délai minimum de 30 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Le sous-traitant est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions du SDMIS. Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties quant à la mise en œuvre des mesures nécessaires répondant aux exigences du RGPD. Si le sous-traitant ne remplit pas ses obligations en la matière, le titulaire demeure pleinement responsable de l'exécution des obligations du sous-traitant.

Dans la mesure du possible, le titulaire doit aider le SDNIS à s'acquitter de ses obligations de donner suite à ses demandes d'exercice des droits des personnes concernées (droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données ...).

### **13.6. Obligations au terme du marché ou en cas de résiliation**

Les parties conviennent qu'au terme du marché, le titulaire et l'éventuel sous-traitant ultérieur restitueront à l'acheteur public, et à sa convenance, l'ensemble des données à caractère personnel ainsi que les copies ou détruiront l'ensemble de ces données et en apporteront la preuve à l'acheteur public.

Dans le cas où la législation serait contraire à ces prescriptions, le titulaire assurera la confidentialité des données à caractère personnel transférées et stoppera toute utilisation active de ces données.

## **ARTICLE 14 DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER**

En cas de litige, la loi française est seule applicable et le tribunal administratif compétent sera celui du domicile de la personne publique.

Les correspondances, notices et documents relatifs au marché sont rédigés en français.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix libellé en euro restera inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'Administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance devra comprendre, outre les pièces prévues à l'article R 2143-7 à R 2143-10 du Code de la commande publique, un document attestant de la régularité de la situation sociale du cocontractant au regard du règlement CE n° 883/2004 du 29 avril 2004.

Les demandes de paiement du sous-traitant seront libellées en euros et adressées à l'entrepreneur principal ; leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Toutes les correspondances qui seront adressées à l'Administration seront rédigées en français.

## **ARTICLE 15 RÉSILIATION**

Il sera fait application des articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

Sera notamment considérée comme cas de force majeure, aux termes de l'article 40 du CCAG-FCS, l'interdiction d'exporter édictée par le gouvernement du pays d'origine du matériel.

En cas de restrictions apportées à la circulation des marchandises étrangères par le gouvernement français, les dispositions de l'article 38 du CCAG-FCS sont applicables.

## **ARTICLE 16 ASSURANCES**

Dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit justifier qu'il est couvert par une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par et pendant l'exécution des prestations, objet du présent marché.

## **ARTICLE 17 DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX**

### **Articles du CCAP**

qui dérogent

article 4.1

article 7

article 8

### **Articles du CCAG-FCS**

auxquels il est dérogé

article 4

articles 27.3 et 28

article 14